

Comptes annuels

Association du Bon Accueil de l'Argence

31/12/2025

Ce document contient 39 pages

Association du Bon Accueil de l'Argence

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025 (Bilan)

Sommaire

0.1	Rapport de l'expert-comptable	3
0.2	Bilan Actif	4
0.3	Bilan Passif	5
0.4	Compte de résultat	6
1	<i>Comptes annuels détaillés</i>	8
1.1	Évaluation des contributions volontaires en nature (Détail)	9
2	<i>Annexe</i>	10
2.1	Annexe 2025	11

Rydge Conseil
Expertise Comptable, Gestion sociale, Conseil

42 RUE DU DR THEODOR MATHIEU

-

PARC D ACTIVITE DE LA GINESTE
12000 RODEZ

Téléphone : +33565772160

Site internet : www.rydge.fr

M Noyé

ASS Association du Bon Accueil de l'Arg
Route des Pradeaux

12420 ARGENCES-EN-AUBRAC

Compte rendu de travaux de l'expert-comptable

En notre qualité d'expert-comptable et conformément aux termes de notre lettre de mission, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'entité ASS Association du Bon Accueil de l'Arg relatifs à l'exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025 qui se caractérisent par les données suivantes :

• Total du bilan :	3 664 301	€
• Produits d'exploitation	4 639 727	€
• Résultat net comptable :	358 269	€

Nos diligences ont été réalisées conformément à la norme professionnelle de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation de comptes qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Perrine Lahaix
Expert-comptable

Association du Bon Accueil de l'Argence

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	30 707	27 867	2 840	4 146
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL	30 707	27 867	2 840	4 146
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	29 747	29 747		
	Constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 189 219	972 495	216 724	203 079
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL	1 218 967	1 002 242	216 724	203 079
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		3 000		3 000	10 200
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations	123		123	120
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	2 500		2 500	2 500
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	400		400	400
	TOTAL	3 023		3 023	3 020
Total (II)		1 255 698	1 030 109	225 588	220 446
Actif circulant	Stocks et en cours	36 176		36 176	30 074
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	152 499		152 499	148 330
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	120 484		120 484	91 001
	Charges constatées d'avance	13 609		13 609	6 509
	TOTAL	286 593		286 593	245 841
Divers	Instruments financiers à terme et jetons détenus				
	Disponibilités	3 115 943		3 115 943	3 677 258
Total (III)		3 438 713		3 438 713	3 953 174
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		4 694 411	1 030 109	3 664 301	4 173 620
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut)				

Association du Bon Accueil de l'Argence

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	893 281	893 281
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves	1 401 162	1 401 162
	Report à nouveau	346 643	156 294
	Excédent ou déficit de l'exercice	358 269	190 348
	Situation nette (sous-total)	2 999 356	2 641 087
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	9 311	7 203
	Provisions réglementées		
Total (I)		3 008 667	2 648 290
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	3 000	10 200
	Fonds dédiés	1 906	937 446
	Total (II)	4 906	947 646
Provisions	Provisions pour risques	82 664	92 408
	Provisions pour charges	55 149	55 630
	Total (III)	137 813	148 038
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	66 264	49 763
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	117 030	95 140
	Dettes des legs ou donations	15 000	
	Dettes fiscales et sociales	314 618	274 407
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		9 721
	Produits constatés d'avance		613
Total (IV)		512 913	429 644
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		3 664 301	4 173 620
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Association du Bon Accueil de l'Argence

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	100	90
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	16 396	16 711
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	3 601 585	3 331 554
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		5 000
	<i>Dons manuels</i>		
	<i>Mécénats</i>		
	<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		5 000
Charges d'exploitation	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	65 374	69 063
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	7 200	
	Utilisations des fonds dédiés	942 740	10 165
	Autres produits	6 329	13
	Total des produits d'exploitation (I)	4 639 727	3 432 597
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	1 305 289	1 242 865
	Aides financières	22 200	
	Impôts, taxes et versements assimilés	136 710	138 060
	Salaires	1 343 291	1 342 176
	Cotisations sociales	448 767	417 187
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	77 485	66 111
	Dotations aux provisions	55 149	55 630
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Reports en fonds dédiés		10 968
	Autres charges	922 953	3 077
	Total des charges d'exploitation (II)	4 311 847	3 276 078
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		327 880	156 519
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	39 363	
	Autres intérêts et produits assimilés		40 506
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
Charges financières	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des produits financiers (III)	39 363	40 506
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilés		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Charges financières	Total des charges financières (IV)		
	2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	39 363	40 506
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		367 243	197 025

Association du Bon Accueil de l'Argence

	Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V) Total		2 405
Charges exceptionnelles (VI) Total		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		2 405
Participation des salariés aux résultats (VII) Impôts sur les bénéfices (VIII)	8 974	9 082
Total des produits (I + III + V)	4 679 090	3 475 508
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	4 320 821	3 285 160
EXCÉDENT OU DÉFICIT	358 269	190 348
Évaluation des contributions volontaires en nature		
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	141 300	139 104
TOTAL	141 300	139 104
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	141 300	139 104
TOTAL	141 300	139 104



Association du Bon Accueil de l'Argence

Comptes annuels détaillés



Page : 8 / 39

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025 (Bilan)

Évaluation des contributions volontaires en nature	31/12/2025	31/12/2024	%
Bénévolat	141 300,00	139 104,00	1.58
87500000 BENEVOLAT - CVN	141 300,00	139 104,00	1.58
Total des contributions volontaires en nature	141 300,00	139 104,00	1.58
Personnel bénévole	141 300,00	139 104,00	1.58
86400000 PERSONNEL BENEVOLE - CVN	141 300,00	139 104,00	1.58
Total des charges des contributions volontaires en nature	141 300,00	139 104,00	1.58
MONTANT NET	0,00	0,00	NS



Association du Bon Accueil de l'Argence

Annexe



Page : 10 / 39

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos-le 31/12/2025

ASS Association du Bon Accueil de
l'Argence

Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètres des activités ou missions sociales réalisées	4
3	Description des moyens mis en œuvre	5
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	6
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	6
4.2	Faits caractéristiques postérieur à l'exercice	6
5	Principes et méthodes comptables	7
5.1	Principes généraux	7
5.2	Changement de méthode comptable	7
6	Informations relatives aux postes du bilan	8
6.1	Actif immobilisé	9
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	10
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	11
6.2	Actif circulant	12
6.2.1	État des stocks	12
6.2.2	Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations	13
6.3	Dépréciations de l'actif	13
6.4	Fonds associatifs	14
6.4.1	Tableau de variation des fonds propres	14
6.4.2	Autres informations sur les fonds propres avec droit de reprise	16
6.4.3	Report à nouveau dont RAN sous gestion contrôlée	16
6.4.4	Excédant ou déficit effectif de l'entité gestionnaire	17
6.4.5	Subventions d'investissement	17
6.5	Fonds reportés et dédiés	18
6.5.1	Fonds reportés liés aux legs ou donations	18
6.5.2	Fonds reportés liés aux legs ou donations	18
6.6	Tableaux de variation des provisions	19
6.6.1	Provisions	19
6.7	Provision pour engagements retraite	21
6.8	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	22
7	Informations relatives au compte de résultat	23
7.1	Résultat par activité	23
7.2	Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux	23
7.3	Produits du compte de résultat	23
7.3.1	Cotisations sans contrepartie	23
7.3.2	Produits de tiers financeurs	24
7.3.3	Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits	25
8	Informations relatives à la fiscalité	26
	Informations relatives à l'effectif	27
9	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	28
9.1	Engagements financiers donnés et reçus	28
9.2	Contributions volontaires en nature	29

1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts : « Il a été fondé le 2 décembre 1975 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, sous la dénomination de « Association du Bon Accueil de l'Argence ».

L'association relève d'un intérêt général à vocation sociale qui se manifeste au travers d'action d'assistance et de bienfaisance. Ainsi, l'association a notamment pour but de travailler au progrès social par la création et l'entretien d'œuvres à caractère social, en particulier recevoir des personnes âgées, les soigner, leur apporter la sécurité nécessaire pour les aider à surmonter les difficultés qu'elles rencontrent, tant au niveau physique que moral, ceci jusqu'à la fin de leur vie.

A cet effet, l'association pourra acquérir les biens meubles ou immeubles nécessaires à son fonctionnement. Elle pourra contracter des emprunts et passer des baux pour son propre usage.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètres des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

— Accompagner des personnes âgées en perte d'autonomie physique et/ou psychique dans les gestes de la vie quotidienne et les soins médicaux nécessaires.

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

— Activité d'hébergement, de soin et d'accompagnement des résidents au quotidien : cette activité s'est exercée auprès des résidents du département et hors département.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements :

- a. Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice : N/A
- b. Engagés et terminés dans l'exercice : matériel et outillage pour services généraux 34 K€, matériel médical 35 K€, matériel de bureau 19 K€
- c. Engagés dans l'exercice mais non terminés à la clôture : N/A

- Ressources humaines :

- o Le salaire moyen s'élève à 35 389 € en 2025 contre 34 433 € en 2024.
- o La masse salariale s'élève à 1 923 364 € en 2025 contre 1 859 074 € en 2024.
- o L'effectif moyen temps plein est de 38.59 en 2025 contre 38.45 en 2024.

- Autres moyens/dépenses engagées :

- d. Formation : les dépenses de formation s'élèvent à 8 K€ contre 13 K€ en 2024.
- e. Entretien général/dépense de fonctionnement :
 - Dépenses en produits pharmaceutiques et à usage médical : 54 K€ en 2025 contre 39 K€ en 2024.
 - Location de matériel médical : 8 K€ en 2025 contre 10 K€ en 2024.
 - Entretien et maintenance matériel soin : 9 K€ en 2025 contre 7 K€ en 2024
 - Dépenses de blanchissage : 58 K € en 2025 contre 57 K€ en 2024

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'association a versé 921 K € de subvention qui sont voué à financer le nouvel EHPAD. Cette subvention avait été perçu en 2024 par l'établissement à titre provisoire en attendant le reversement de celle-ci.

Le reversement de cette subvention a été constaté par la reprise du fond dédié correspondant.

4.2 Faits caractéristiques postérieur à l'exercice

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels au 31/12/2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général,

Amendé par le(s) règlement(s) :

- Règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Règlement n° 2019-04 relatif aux organismes privés à but non lucratif gérant des établissements sociaux et médico sociaux relevant du I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles
- Il a également tenu compte des contraintes imposées par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de certains tarifs des prestations pouvant entraîner des dérogations aux principes comptables

Les dispositions du règlement ANC N°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2022-06.

5.2 Changement de méthode comptable

Le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers, ainsi que le règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023, ont modifié le règlement ANC n°2014 03 relatif au Plan comptable général et adapté notamment le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Leur application pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 introduit plusieurs évolutions, notamment : une nouvelle définition du résultat exceptionnel, la suppression de la technique du transfert de charges, des modifications du plan de comptes ainsi que de nouveaux modèles d'états financiers.

Au titre de l'exercice 2025, l'application du nouveau règlement n'a pas d'impact significatif sur les états financiers pris dans leur ensemble.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs
- D'avoir droit aux fruits
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

6.1 Actif immobilisé

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	28 810	1 898	-	-	30 708
Immobilisations corporelles	Terrains	29 747	-	-	-	29 747
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	533 555	68 956	-	-	602 511
	Install. générales, ag. Am. divers	318 341	-	-	-	318 341
	Matériel de transport	938	-	-	-	938
	Mat bur., informatique, mobilier	248 460	18 970	-	-	267 430
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	1 131 042	87 925	-	-	1 218 967
Immobilisations financières	Participations	120	3	-	-	123
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	2 500	-	-	-	2 500
	Prêts et autres immo. financières	400	-	-	-	400
	Total IV	3 020	3	-	-	3 023
Total général		1 162 871	89 826	-	-	1 252 697

6.1.1.1 Aménagement du cadre général – Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles			1 898		
Immobilisations corporelles			87 925		
Immobilisations financières			3		
TOTAL			89 826		

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	24 633	3 205	-	27 867
Amortissements corporelles	Terrains	29 747	-	-	29 747
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	361 945	65 095	-	426 873
	Install. générales, ag. Am. divers	299 233	4 223	-	303 456
	Matériel de transport	642	188	-	829
	Mat bur., informatique, mobilier	236 395	4 775	-	241 169
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	927 962	74 280	-	1 002 243
Total général		952 625	77 485	-	1 030 110

6.1.2.1 Aménagement du cadre général - Augmentations

Augmentations (Dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		3 205		
Immobilisations corporelles		74 280		
TOTAL		77 485		

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	3 205		
Immobilisations corporelles	74 280		
TOTAL	77 485		

6.2 Actif circulant

6.2.1 État des stocks

La valeur brute des stock est déterminée à partir du dernier prix d'achat TTC facturé sur l'exercice.

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Dispositifs médicaux	23 267		23 267
Combustibles et carburants	2 278		2 278
Produits d'entretien	4 339		4 339
Protections et produits absorbants	1 219		1 219
Produits alimentaires	5 074		5 074
TOTAL	36 177		36 177

6.2.2 Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations

Créances reçues par legs :

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés

- dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres.

Dépréciations :

Aucune dépréciation de créance n'est constatée en 2025.

Autres créances :

Crédit vendeur maison Gastinet : 63 K €

Charges constatées d'avances :

- Assurances : 10 K€
- Locations : 4 K€

Toutes les CCA sont affectées à l'exploitation.

6.3 Dépréciations de l'actif

A ce jour aucune dépréciation de l'actif n'est comptabilisée.

Aucune dépréciation a été identifiée.

6.4 Fonds associatifs

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.4.1 Tableau de variation des fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	893 281				893 281
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	1 401 162				1 401 162
<i>dont réserves sous gestion contrôlées</i>	<i>1 146 600</i>				<i>1 146 600</i>
Report à nouveau	156 295				346 644
<i>dont report à nouveau sous gestion contrôlée</i>	<i>330 442</i>	<i>163 651</i>			<i>494 093</i>
Excédant ou déficit	190 349	-190 349	358 269		358 269
<i>dont résultat sous gestion contrôlée</i>	<i>95 144</i>	<i>-95 144</i>	<i>284 619</i>		<i>284 619</i>
Situation nette	2 641 087				2 999 356
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	7 204		11 674	9 566	9 312
Provisions réglementées					
Totaux	2 647 804		369 943	9 566	3 008 668

Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices ouverts à compter du 1/1/2020, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

6.4.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Les fonds propres sont uniquement constitués de Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés : montant comptabilisé 893 281 €

6.4.2 Autres informations sur les fonds propres avec droit de reprise

6.4.2.1 Réserves sous gestion contrôlées

Réserves affectées à l'investissement :	387 136 €
Réserves de compensation des déficits :	425 599 €
Réserves de compensation des amortissements :	333 865 €
Réserves diverses :	254 562 €

6.4.3 Report à nouveau dont RAN sous gestion contrôlée

En tant qu'entité gestionnaire il est comptabilisé dans des comptes spécifiques de report à nouveau, le résultat de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

- Les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée
- Les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R. 314-52 ou de l'article R. 314-236 du code de l'action sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours
- Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'entité.

Avant répartition du résultat de l'exercice 2025		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres à l'association	139 935	
RAN des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée :		
- Charges et produits dont la prise en compte est acceptée		56 171
- Charges rejetées, rejet objet d'un recours	63 686	
- Charges et produits dont la prise en compte est différée		494 093
Solde	203 621	550 264

6.4.4 Excédant ou déficit effectif de l'entité gestionnaire

Le CASF fixe les règles.

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs

Résultat comptable de l'exercice 2025 : 358 269

- Dont résultat sous gestion contrôlée : 284 619
- Dont résultat sous gestion non contrôlée : 73 650

6.4.5 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1er exercice ouvert à compter du 1er janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Montant nominal des subventions d'investissements : 24 563

Quote-part des subventions virées au résultat début 2025 : 5 686

Quote-part des subventions virées au résultat sur l'exercice 2025 : 9 566

Montant des subventions d'investissements inscrit en fond propres : 9 311

6.5 Fonds reportés et dédiés

6.5.1 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Les fonds sont dits « reportés » et comptabilisés en charge «reports en fonds reportés» quand l'entité n'a pas encore encaissé ou transféré à la clôture les montants correspondants, comptabilisé en produits d'exploitation au cours de l'exercice. Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation du legs ou de la donation, avec pour contrepartie le compte « utilisation de fonds reportés » poste « Utilisation des fonds dédiés » (et reportés) dans les Produits au compte de résultat.

Fonds reporté en 2021 : leg Chaumont suite à l'acceptation du leg par le conseil d'administration en octobre 2021. Au 31 décembre 2021, la succession n'a pas encore été liquidée. Fonds reporté en 2022 : la succession du leg Chaumont a été liquidée. Les actifs financiers ont été versés à l'EHPAD en 2022 pour un montant de 99 344 €.

En 2023 une partie du leg a été cédé, le solde de 10 200 € correspond à un ensemble immobilier destiné à la vente présente à l'actif des comptes de l'association.

6.5.2 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Ces sommes sont rapportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018- 06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs)
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés ». Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés, le cas échéant relatives à des projets terminés dont l'organe habilité de notre entité a décidé de transférer les ressources à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur.

6.6 Tableaux de variation des provisions

6.6.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	92 408		9 744	82 664
Provisions pour charges	55 631	55 150	55 631	55 150
TOTAL	148 039	55 150	65 375	137 814

6.6.1.1 Aménagement du cadre général – Augmentations/dotations

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	55 150		
TOTAL	55 150	-	-

6.6.1.2 Aménagement du cadre général – Diminutions/reprises

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	65 375		
TOTAL	65 375	-	-

6.7 Provision pour engagements retraite

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
Indemnités de départ en retraite	55 150		55 150
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques sont précisées ci-après :

- Un régime d'indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes :

- Selon la méthode de calcul prospective

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite présumé de 64 ans
- Taux d'actualisation : 3.55%
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1%
- Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.
- Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 60% pour les cadres et 40% pour les non-cadres

6.8 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	152 500	152 500	
	Autres	120 485	64 885	55 600
Charges constatées d'avance		13 609	13 609	
TOTAL		286 594	230 994	55 600

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	7 200

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		66 265	66 265		
Fournisseurs et comptes rattachés		117 031	117 031		
Dettes fiscales et sociales		314 618	314 618		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		15 000	15 000		
Produits constatés d'avance		-	-		
TOTAL		512 914	512 914		

7 Informations relatives au compte de résultat

7.1 Résultat par activité

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre (= libre)		73 651
Résultat hors ERRD		65 200
Hébergement		8 451
Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)		284 619
Dépendance		29 319
Soins		255 300
Résultat de l'exercice		358 269

7.2 Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux

Le département a demandé à l'établissement d'intégrer une provision pour hausse de loyer de 65 200 € dans la section hébergement des comptes administratifs. Cette provision ne répondant pas au caractère comptable d'une provision elle n'a pas été intégré dans les comptes annuels 2025

Les établissements suivants sont sous contrôle de tiers financeur :

- l'activité dépendance est sous le contrôle du Conseil Départemental
- l'activité soin est sous le contrôle de l'ARS

7.3 Produits du compte de résultat

7.3.1 Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

7.3.2 Produits de tiers financeurs

7.3.2.1 Concours publics et subventions d'exploitation

Concours Publics :

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière). Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

Subventions :

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance. Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges »

Cette année l'association a enregistré des produits étant identifié comme des concours publics à hauteur de 1 891 210 €.

7.3.2.2 Autres produits d'exploitation

- Produits hébergement : 1 392 460 €
- Produits dépendance (Ticket modérateurs et HD) : 296 623 €

7.3.3 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	6 976	
Au titre d'autres prestations		
Honoraires totaux	6 974	

8 Informations relatives à la fiscalité

L'association n'est pas fiscalisée.

Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	2
Agents de maîtrise et Techniciens	49
Employés	
Ouvriers	
TOTAL	51

9 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

9.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautionnements		
Garanties		
Créances cédées non échus		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis à l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées	55 150	
Engagements assortis de sûretés réelles		
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »		
Engagements consentis de manière conditionnelle		

9.2 Contributions volontaires en nature

Par nature effectuées à titre gratuit, elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces, ainsi que des biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état.

Les méthodes de quantification et de valorisation retenues sont les suivantes :

— Les ressources reçues en nature par l'entité sont :

- Utilisées pour les besoins de son activité
- Stockées
- Vendues.

Les ventes des dons reçus en nature sont inscrites en produits en compte de résultat sous une rubrique spécifique.

En date du 27 septembre 2023, une convention de mise à disposition de personnel à titre gratuit a été conclue entre l'Association du Bon Accueil de l'Argence et la société Allianz Iard.

La convention a pour objet de mettre en place un prêt de main d'œuvre à titre gratuit à compter du 1er novembre 2023 jusqu'au 30 juin 2026. L'activité du personnel mis à disposition consiste à assister à la maîtrise d'ouvrage sur le projet de reconstruction de l'EHPAD.

La valorisation au titre de l'exercice clos le 31/12/2025 du don en nature a été réalisée par la société Allianz.

Le coût de revient de cette mise à disposition est valorisé à 141 300 € en 2025.